

APPEL DE L'ASSOCIATION POUR LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT ADD
Add-Djibouti@hotmail.fr

A un rassemblement pour protester contre le troisième mandat du Chef de l'Etat Djiboutien en violation de la Constitution

Devant l'Ambassade de la République de Djibouti
26, rue Emile MENIER à Paris (Métro Porte Dauphine)
le 6 mars 2010 de 14h30 à 16h30

Avec les soutiens des organisations Djiboutiennes, Françaises et Africaines :
MRD, PDD, UDJ, FRUD, FDP, AFASPA, PCF, les Vert, Afriques en Lutte, Amicale Panafricaine, Femmes Solidaires, ORDHD, Comité des Femmes Djiboutiennes contre les Viols et l'Impunité.

32 ans d'une dictature implacable ont engendré :

- que la misère sociale (plus de la moitié de la population a besoin d'être secourue d'urgence sur le plan alimentaire),
- que la négation des libertés fondamentales :
Harcèlements systématiques des partis d'opposition et des syndicats indépendants (arrestation des dirigeants et des cadres) ;
- que les violations quotidiennes des Droits Humains : exécutions extrajudiciaires, arrestations, tortures des civils innocents et viols de femmes par l'Armée ;
- que des élections mascarades où l'ensemble de l'opposition n'a eu d'autres choix que de boycotter (parce que le régime n'accepte sous aucun prétexte le verdict des urnes, parce que les listes électorales sont fantaisistes et manipulées, parce que la Commission Nationale Indépendante CENI reste un appendice du pouvoir) ;
- que des conflits armés que le pouvoir n'a pas pu ou n'a pas voulu résoudre.

C'est dans ce contexte de misère sociale, de l'impossible alternance par les urnes et d'un conflit armé plus ou moins larvé qu'Ismael Omar Guelleh qui a hérité la présidence de son tonton Gouled a l'intention de briguer un 3^{ème} mandat en Avril 2011 en violation de la Constitution Djiboutienne. Ce qui suscite une réaction de rejet de la part de toutes les catégories sociales du pays.

C'est aussi l'ensemble de l'opposition : UAD, PPD, FRUD et des associations Djiboutiennes de la diaspora et le PND (ancien allié, du pouvoir) qui s'opposent au troisième mandat du chef de l'Etat, refusant ainsi toute possibilité menant à une présidence à vie.

- Dire non au 3^{ème} mandat d'IOG c'est refuser une présidence à vie
- Dire non au 3^{ème} mandat, c'est donner une chance à un règlement pacifique et juste du conflit armé qui perdure depuis plus de 17 ans.
- Refuser un 3^{ème} mandat, c'est la possibilité d'une alternance démocratique.

Fait à Paris, le 25 Février 2010